



**De sa nomination à son échec électoral du 27 octobre,  
Un premier mois agité pour le Premier Ministre Ishiba**

**Jean-Yves Colin**

**28 octobre 2024**

## À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux

## À propos de Jean-Yves Colin

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

## De sa nomination à son échec électoral du 27 octobre, Un premier mois agité pour le Premier Ministre Ishiba

Jean-Yves Colin

*« C'est une élection extrêmement difficile.  
Nous la menons face à des vents contraires sans précédent »*

Ainsi s'exprimait le Premier Ministre Ishiba à une réunion électorale à Saku, Préfecture de Nagano, 18 octobre 2024, moins de dix jours avant son échec du 27 octobre.

Le 27 septembre dernier, Ishiba Shigeru était désigné président du Parti Libéral démocrate (PLD) pour succéder à Kishida Fumio qui, à la mi-août, avait renoncé au poste de Premier Ministre en annonçant sa décision de ne pas solliciter un renouvellement de celui de président du parti. Le vote à la Diète qui suivit le 1er octobre, fit de Ishiba Shigeru le nouveau Premier Ministre du Japon (cf. Brève du 27 septembre). Le 9 octobre il procédait à la dissolution de la Chambre des représentants de la Diète, en contradiction avec ses propos de campagne électorale au sein du PLD. La campagne officielle électorale commença le 15 octobre pour une élection fixée au 27 octobre.

Le LDP disposait de 256 sièges à la Chambre basse sur 465 et pouvait compter sur les 32 sièges du parti centro-bouddhiste Komeitô, son allié. Son principal opposant, le Parti Démocratique Constitutionnel (PDC) en avait 98, le Parti de l'Innovation du Japon 40 et le Parti communiste (PCJ) 10. Des partis plus petits – comme le Parti social-démocrate Shamintô, descendant du l'ancien parti socialiste, avec 1 siège – et les indépendants se partageaient les sièges restants. Les députés japonais sont élus pour 4 ans en partie au scrutin uninominal (289) et en partie au scrutin proportionnel (176).

Les premières semaines du gouvernement Ishiba n'ont pas été aussi sereines qu'envisagées par le candidat Ishiba et ses soutiens internes au PLD ; les critiques furent nombreuses.

Tout d'abord la victoire de Ishiba Shigeru sur Takaichi Sanae a été contestée. Elle a été, selon certains commentateurs de presse, celle des opposants à l'ancien Premier Ministre Abe et à sa faction, via une coalition incluant des représentants d'une jeune et ambitieuse génération de 40 ans comme Koizumi Shinjiro et de caciques comme les anciens Premiers Ministres Asô Tarô et Suga Yoshihide, auparavant proches de Abe Shinzo et ne voulant pas « décrocher » de la politique. Quant au Premier Ministre sortant Kishida, sans déclarer une préférence personnelle parmi les 9 candidats à la présidence du PLD, il avait recommandé à ses proches de « voter pour quelqu'un d'autre que Takaichi Sanae ». Cette perception a été renforcée par les désignations de Asô Tarô comme vice-président du PLD et de Koizumi Shinjiro comme responsable du comité de stratégie électorale. Elle a donné prise à une critique selon laquelle la base politique du nouveau Premier Ministre au sein du PLD était trop étroite. Tous ces commentaires ont laissé entendre que cette victoire avait été en quelque sorte « volée » puisque Mme Takaichi devançait Ishiba au 1<sup>er</sup> tour des votes du collège électoral du PLD (181 votes contre 154, Koizumi en réunissant 136) mais a été battue au 2<sup>nd</sup> tour (avec 194 voix contre 215 pour Ishiba). Cette victoire a aussi été perçue comme celle des militants, notamment ruraux, sur les élus au sein desquels Ishiba Shigeru n'a jamais été le plus populaire. Certains observateurs très conservateurs ont enfin souligné que le nouveau Premier Ministre est chrétien... Et donc implicitement peu représentatif de la

véritable « âme japonaise » alors qu'il est le 9<sup>ème</sup> à l'être depuis la Restauration Meiji de 1868. En réalité cette élection au sein du PLD a été le reflet des intrigues habituelles de ce parti.

Ces rivalités internes ont pesé sur le cours de la campagne électorale. Certains candidats proches de Mme Takaichi ont manifesté au mieux un manque de « *fair play* » à l'égard du nouveau Premier Ministre, voire se sont posés en opposants de l'intérieur – « frondeurs » dirait-on en France. Ils ont fait le pari, au risque de favoriser un échec, qu'un demi-succès du Premier Ministre entraînerait un remaniement post-électoral, et permettrait à celle-ci d'entrer au gouvernement et la mettrait en position de succéder à Ishiba Shigeru.

D'autres commentateurs ont souligné que si le nouveau Premier Ministre est un expert en matière de défense, il l'est déjà moins en relations internationales et peu en économie. Ce faisant, ils ont cherché à minorer la carrière de Ishiba Shigeru. Après quatre années à la Banque Mitsui et élu une première fois en 1986, il a occupé de nombreux postes ministériels (Défense de 2007 à 2008, Agriculture et Pêches de 2008 à 2009, Revitalisation de 2014 à 2016) ou au sein du PLD (président du conseil de recherche de 2009 à 2011 et secrétaire-général de 2012 à 2016). Ishiba Shigeru est un politicien traditionnel, son père ayant été ministre de l'Intérieur, gouverneur de la préfecture de Tottori et un proche de l'ancien Premier Ministre Tanaka Kakuei dont le fief était également de l'ouest du Japon (Niigata) : au début de sa carrière il a aussi reçu l'appui de l'ancien Premier Ministre Takeshita.

Pour autant le Premier Ministre a montré son expérience en désignant un ministre des Finances Katô Katsunobu qui est apprécié. Dans son discours d'investiture à la Diète il s'est inscrit dans la continuité de la politique menée jusqu'à présent, déclarant vouloir assurer une « sortie décisive de la déflation... d'ici trois ans » et « réaliser des augmentations salariales supérieures aux augmentations des prix ». Il a également insisté sur la nécessité de développer les zones rurales présentées comme « les principaux moteurs de la croissance » et celle de faciliter le retour sur le territoire national des chaînes de production en semi-conducteurs. Les opérateurs financiers nippons ayant manifesté leur appréhension d'une politique économique de nature à mettre en cause les Abenomics, le Premier Ministre a adouci ses propos initialement critiques en soulignant les bienfaits sur la croissance, la création d'emplois et les résultats des entreprises. Il a enfin fait des déclarations équilibrées en matière d'énergie, vantant à la fois les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire. Il s'est aussi entouré de ministres des Affaires étrangères et de la Défense réputés pour leur expertise.

Le Premier Ministre a enfin cherché à gagner les faveurs de l'opinion publique en mettant en exergue sa bonhomie et ses passions personnelles pour les trains, notamment les trains de nuit – un peu à l'image de Jean Castex en France – les groupes de la « J-pop » des années 70 et les films de Godzilla.

Cependant le nouveau Premier Ministre a commis quelques faux pas. Il a laissé penser que 12 anciens députés impliqués dans le scandale des fonds non déclarés, qui est au centre des difficultés politiques du PLD depuis la fin 2023, seraient réinvestis en tant que candidats, s'attirant immédiatement les critiques du PDC, de la presse et de l'opinion. Cette situation est apparue en complète contradiction avec des propos selon lesquels il chercherait « la compréhension et l'empathie du peuple » et lui demanderait sa « confiance pour changer fondamentalement la société japonaise ». Il a depuis renoncé à ces investitures. De plus le nouveau ministre de la Justice Makihara Hideki a été contraint de reconnaître ses liens avec l'Église de l'unification – 37 participations à des événements – et a fait l'objet de demandes de démission de la part des partis d'opposition. Le Premier Ministre a écarté cette demande au motif que son ministre a rompu ces liens début 2024. Ces faux pas montrent que la seule élection d'un nouveau président du PLD et le remplacement du Premier Ministre ne suffisent pas à « purger » le parti des scandales qui l'ont terni depuis 2022.

En politique étrangère certains propos tenus pendant la campagne électorale au sein du PLD ont créé de l'embarras. C'est notamment le cas de sa proposition de créer une organisation régionale de sécurité qui a été résumée par la formulation « OTAN asiatique » en reprenant l'analyse déjà posée par Kishida Fumio, à savoir que l'Asie du Nord pourrait être l'Ukraine de demain. Sa proposition a été fraîchement accueillie à Washington, puis écartée par les pays d'Asie du Sud-Est lors de la réunion de l'ANSEA au Laos (ASEAN en anglais) – qui fut aussi le premier voyage officiel du nouveau Premier Ministre – et l'Inde, tous considérant que les structures actuelles (Quad, AUKUS, ASEAN...) suffisent et certains pratiquant une politique louvoyante entre Chine et États-Unis. De même la qualification d'« asymétrique » pour la relation entre les États-Unis et le Japon en matière de défense n'a pas été bien accueillie par les autorités américaines même si sans y voir une remise en cause d'une alliance stratégique, on peut chercher à la circonscrire aux incidents périodiques autour des bases américaines, notamment à Okinawa. Ishiba Shigeru a ensuite nuancé ses déclarations, s'inscrivant en continuité des politiques de MM. Suga et Kishida, avec des aménagements liés aux circonstances, comme cela a toujours été le cas dans le passé. Il a d'ailleurs indiqué qu'une révision des accords relatifs aux bases américaines n'était pas un objectif à court terme. Il est probable que l'incertitude relative au résultat de l'élection présidentielle américaine et à la politique de la nouvelle présidence à l'égard de la Chine et des autres pays d'Asie incite les responsables japonais à la prudence, en préservant une coopération étroite et une consolidation des avancées réalisées par les gouvernements Abe, Suga et Kishida.

En revanche sa fermeté à l'égard de la Chine fait davantage consensus. Il est vrai que le meurtre d'un enfant japonais de 10 ans à Shenzhen dans le sud de la Chine a profondément choqué l'opinion publique dans l'archipel ; les explications chinoises cherchant à n'en faire qu'un triste incident alors que cet événement et d'autres comparables dans le passé traduisent les dérives d'un nationalisme exacerbé par Pékin, n'ont pas rassuré. D'autre part et alors qu'il n'était encore qu'un représentant éminent du LDP, le voyage de Ishiba Shigeru à Taïpeh le 13 août – avant même le renoncement du Premier Ministre Kishida – et sa rencontre avec Lai Ching-te, le président taïwanais, ont souligné les inclinations du PLD en faveur de Taïwan. Fin septembre, un destroyer japonais a d'ailleurs navigué dans le détroit de Formose, aux côtés de navires australien et néo-zélandais. À Vientiane au sommet de l'ANSEA, le nouveau Premier Ministre japonais a cependant eu une prise de contact avec son homologue chinois Li Qiang au cours duquel il a évoqué le meurtre de Shenzhen, les restrictions chinoises aux produits maritimes nippons, les violations des espaces aérien et maritime japonais mais la brièveté de l'entretien (35 mns) n'était pas de nature à une quelconque avancée sur ces sujets ou d'autres. Les manœuvres d'encerclement et de quasi-blocus de Taïwan du 14 octobre n'incitent pas à un apaisement des relations entre les deux pays et contribuent à renforcer les membres du PLD les plus hostiles à Pékin. Un sommet Ishiba – Xi Jinping espéré par Tokyo en novembre demeure en attente de confirmation.

Du côté de la Corée du Sud, la victoire d'un candidat présenté comme un « anti-Abe » sur une candidate, Mme Takaichi, considérée comme une héritière zélée de Abe Shinzo a été un soulagement pour le Président et le gouvernement actuels, et laisse augurer de la poursuite de la politique de rapprochement engagée par MM. Kishida et Yoon. L'envoi de troupes nord-coréennes sur le front ukrainien a d'ailleurs suscité une commune et forte désapprobation tant à Tokyo qu'à Seoul et une concertation avec les États-Unis, notamment avec le conseiller pour la sécurité nationale Jake Sullivan. Seoul a en outre décidé l'envoi d'une délégation de représentants des ministères de la défense et des affaires étrangères auprès de l'OTAN pour partager ses informations et le Président Yoon a déclaré être prêt à réexaminer sa politique en fonction des actions nord-coréennes.

Quelques observations peuvent être faites sur la campagne électorale :

- Tout d'abord un réaménagement électoral a été effectué préalablement à ces élections : 10 sièges ont été supprimés et 10 autres créés en vue d'un meilleur équilibre entre populations rurales et urbaines.
- Le vote à l'étranger dans les ambassades et autres lieux a commencé dès le 15 octobre. De même le vote anticipé, en place depuis 2005, a démarré sous certaines conditions (travail, mariage, obsèques...) ; ce vote anticipé a représenté près de 20 % de la participation électorale lors des derniers suffrages et aussi lors de celui-ci.
- Les femmes représentaient 23,4 % des candidats recensés (1344), ce qui est un record (17,8 % en 2017). Deux partis politiques se distinguent : le Parti communiste (37,3 %) et le Sanseitô (37,9 %). En revanche le PLD reste en deçà de cette moyenne, avec 16,1 %, en hausse cependant par rapport à 2017 (9,8 %) et davantage au titre du scrutin proportionnel que du scrutin uninominal. De plus cette situation n'a pas empêché des observations sexistes chez certains représentants de ce parti ; ainsi le secrétaire-général de la section du PLD de la préfecture de Shimane a regretté que cinq femmes soient candidates parmi les six candidats de son parti dans cette préfecture. Par ailleurs la désignation de seulement deux femmes au sein du nouveau gouvernement a été généralement considérée comme un recul. Le principal parti d'opposition, le Parti Démocratique Constitutionnel avec 22,4 % est dans la moyenne ; le Parti de l'Innovation (Nippon Ishin) n'est qu'à 17,7 %. La dernière élection, celle de la Chambre des Conseillers, en 2022 avait vu une progression des femmes élues, de 28 à 35. 45 femmes siégeaient à la Chambre des Représentants. La loi relative à la promotion et l'égalité des genres de 2018 a retenu un objectif de 35 % de candidatures féminines en 2025.
- Pendant la campagne, le Parti de l'Innovation a déclaré ne pas exclure de participer à une coalition gouvernementale avec le LDP et le Komeitô si ceux-ci perdaient la majorité absolue, bien qu'il ait joué un jeu trouble à Osaka en s'attaquant à une circonscription tenue par le Komeito, les deux partis étant fortement implantés et rivaux dans cette partie du Japon. En revanche, en réponse aux déclarations du PDC, le PCJ n'a envisagé aucune forme de coopération ou de retrait de candidature au profit du PDC ; il en est de même d'un autre parti d'opposition, le Parti Démocratique du Peuple. Finalement seuls 45 circonscriptions sur 289 ont fait l'objet d'un duel. Alors que ces élections étaient une opportunité sans doute unique de battre le PLD par la voie d'une opposition unie, avec le PDC comme axe principal, l'opposition est restée désunie.
- Comme cela était très probable la courte campagne électorale a été largement dominée par l'affaire des fonds électoraux non-déclarés du PLD qui a entraîné un fort ressentiment populaire. Un changement de Premier Ministre ne l'a pas fait disparaître et le PLD n'a pas su éviter des erreurs de désignation de candidats et les reproches continus adressés par tous les partis d'opposition. Le nouveau Premier Ministre a donc pris un grand risque en décidant la dissolution de la Chambre basse. De plus la permanence d'une perception par une part importante de la population d'une situation économique difficile et d'une inflation forte des produits alimentaires de base comme le riz a ajouté de la morosité à cette campagne électorale même si la situation macro-économique s'est quelque peu améliorée sous le gouvernement Kishida par le biais d'une amélioration salariale pour les salariés les plus jeunes (20-30 ans), une reprise de l'investissement et une hausse de la productivité. Or au Japon, la domination du PLD dans la vie politique prend racine dans la croissance d'après-guerre jusqu'à la fin des années 1980 et à une compétence de préservation de la prospérité face à une opposition divisée et jugée a priori en manquant.

Dans ce contexte, la victoire du PLD n'était pas acquise et les élections du 27 octobre ont abouti à un recul très sensible de la coalition du PLD et du Komeitô, analysée comme un échec du PLD et du nouveau Premier Ministre, le premier depuis 2009.

L'ensemble des partis hors de la coalition du LDP et du Komeitô ont gagné 250 sièges (y compris 12 élus indépendants), soit 17 sièges de plus que le seuil (233) donnant une majorité à la Chambre basse de la Diète, contre 215 pour la coalition. Ce résultat est « très sévère » (c'est l'expression même de Ishiba Shigeru) pour le PLD et pour le Komeitô qui reculent respectivement de 256 à 191 sièges et de 32 à 24. Le nouveau responsable du Komeitô est battu dans une circonscription à Saitama, au nord de Tokyo. En revanche le PDC en gagne beaucoup, passant de 98 à 148, et son chef, l'ancien Premier Ministre Noda, retrouve ainsi une influence politique qu'il avait perdue il y a plus de 10 ans. Les résultats sont mitigés pour les autres partis : le Parti de l'Innovation est réduit à sa place-forte d'Osaka avec 38 sièges dans la nouvelle assemblée (contre 40 auparavant) et le PCJ avec 8 (contre 10) ; à signaler une percée du Parti Démocratique du Peuple avec 28 représentants.

Ces élections ont vu une progression de la féminisation de la Chambre basse : 73 femmes ont été élues, soit 28 de plus que dans l'assemblée sortante, dont 30 au titre du PDC et 19 pour le PLD. La participation a été de près de 54 %, en léger recul par rapport au scrutin précédent (alors proche de 56%).

Plusieurs conclusions peuvent être faites :

- Tout d'abord ce revers électoral démontre que le Japon est bien une véritable démocratie, et non pas une apparence de démocratie avec un parti hégémonique sans réelle opposition comme on a souvent tendance à le penser en Europe. En revanche, cette situation ne traduit pas une défaite du PLD au profit d'une opposition de gauche, au sens européen ou français, car les partis d'opposition ne sont pas tous de gauche mais parfois centristes ou même conservateurs, et sont traversés de courants contradictoires.
- C'est certes l'échec du pari risqué de Ishiba Shigeru mais c'est aussi et peut-être d'abord celui des factions qui ont gouverné depuis 2012 autour de Abe Shinzo et qui ont été les plus concernées par le scandale des fonds électoraux non déclarés. Il sera pour autant intéressant d'observer si ces groupes qui appuyaient Takaichi Sanae chercheront à évincer à Ishiba Shigeru au profit de celle-ci ou d'un autre rival. Le responsable de la stratégie électorale, Koizumi Shinjiro, a démissionné le soir même du vote. Le Premier Ministre a annoncé sa volonté de continuer à diriger le gouvernement et d'élargir la coalition actuelle.
- Enfin ces élections conduisent le Japon non pas au chaos mais à une certaine instabilité politique, à l'instar de plusieurs démocraties européennes. Le PLD cherchera-t-il à élargir la coalition en ralliant des élus indépendants (certains sont d'anciens du PLD non adoubés), voire par une alliance avec des petits partis d'opposition, à commencer par le Parti de l'Innovation dont le président a cependant écarté un ralliement le soir du vote ? Ou bien le Parti Démocratique Constitutionnel, la principale force d'opposition – et de loin – revendiquera-t-il le pouvoir, lui aussi à travers une coalition mais le Parti Démocratique du Peuple, assuré de son progrès, rejette un ralliement au PDC comme au PLD ?

Dans l'immédiat, dans le cadre d'une session extraordinaire, il appartiendra aux deux chambres de la Diète de désigner le nouveau Premier Ministre. À la Chambre des représentants, si une majorité n'est pas atteinte au premier tour, plusieurs tours, quatre au maximum, doivent être organisés entre les deux premiers candidats. Si au terme des votes, les deux Chambres ne parviennent pas à désigner un même nom, une commission de conciliation est mise en place et en cas de désaccord c'est le choix de la Chambre des représentants qui l'emporte. À la Chambre haute, celle de conseillers, le PLD dispose d'une majorité. En toute hypothèse, il est certain que les jours à venir donneront lieu à d'après

conciliabules dans les couloirs de la Diète et des partis ainsi que dans les restaurants proches de Nagatachô, le quartier parlementaire.